

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

GRAVELINES, le 17/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

UNITED PETFOOD FRANCE ex CONT. NUTRITION

19 rue St Vincent de Paul
BP 169
62200 Boulogne-sur-Mer

Références : "H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G3\united petfood (ex
Continental nutrition)_Wimille_070.01146\2_Inspections\2023_03_14_Etat-stocks\United
petfood_Wimille_ANNEXE_RAPVI_070.01146.odt"
Code AIOT : 0007001146

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/03/2023 dans l'établissement UNITED PETFOOD FRANCE ex CONT. NUTRITION implanté Usine Zone Industrielle de la Trésorerie 62126 Wimille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Contrôle inopiné sur l'état des stocks. Action nationale 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UNITED PETFOOD FRANCE ex CONT. NUTRITION
- Usine Zone Industrielle de la Trésorerie 62126 Wimille
- Code AIOT : 0007001146
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société United Petfood Producers exploite l'établissement situé rue Gutenberg – ZI de la Trésorerie à Wimille.

Son activité principale est la fabrication d'aliments pour animaux domestiques (croquettes pour chiens et chats).

L'activité du site a été autorisée par arrêté préfectoral en date du 7/04/1997 au titre des rubriques 2220 et 2221 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement complété par l'arrêté préfectoral complémentaire du 21/10/2009.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Contrôle inopiné de l'état des stocks

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de

statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	État des matières stockées – Généralités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	État des matières stockées – Fiches de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'état des stocks présenté est constitué d'extraits de l'ERP et de fichiers annexes (GMAO). Les quantités de déchets présentes ne sont pas reprises dans l'état de stocks et celui-ci doit donc être considéré comme incomplet.

Cet ensemble de documents et d'informations ne peut être considéré comme un état des stocks complet et facilement accessible et tenu en permanence à disposition des autorités et des intervenants de secours.

L'inspection propose donc une mise en demeure pour la réalisation d'un état des stocks conforme aux dispositions de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées – Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Généralités sur l'état des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Constats : L'exploitant utilise pour sa gestion de production et son approvisionnement un ERP : entreprise ressources planning. La planification de fabrication = un besoin de matières premières = approvisionnements. Les approvisionnements sont journaliers , sous forme de grands vracs et de liquides. Des approvisionnements en big-bags sont également réalisés. La mise à jour de l'ERP est journalière.</p> <p>Les produits finis sont stockés sur le site (bâtiment stockage/expédition) pour des chargements et des expéditions aux clients ou vers la plateforme de stockage déportée (hors site).</p> <p>L'exploitant présente au travers de son ERP la visualisation de l'état des stocks :</p> <p>Pour ce qui concerne les matières premières, celles-ci sont stockés en silos (céréales), cuves (huiles, graisses), big-bags et sur palettes. Les matières premières sont identifiées dans l'ERP, en unités de volumes ou de poids. Cet état des stocks visualisé sur l'ERP correspond au stock avant mise en fabrication. Certains liquides sont stockés en GRV/IBC mais apparaissant en cuves (fictives) sous l'ERP. Pour les matières premières , hors silos et cuves fixes, les emplacements de stockages sont identifiés dans l'ERP.</p> <p>Pour l'évolution des stocks avec la production, L'ERP est couplé au logiciel NUTRICIEL qui permet l'actualisation en temps réel des stocks de matières premières.</p> <p>Pour ce qui concerne les emballages, l'ERP les comptabilise en nombre de produits (unités de produits) puis par palette de regroupement. Le nombre de palettes est disponible.</p> <p>Pour ce qui concerne les produits finis : sacs et emballages toutes tailles et poids. L'ERP permet de connaître l'état des stocks par entrepôts. Celui du site est identifié par le code WIM (pour Wimille). Cet état des stocks présente par palettes, par type de produits sur palettes, par poids unitaire produit, poids total.</p> <p>Il est possible d'afficher le nombre de palettes et le poids total palettes pour le stock de produits finis présent dans l'entrepôt.</p> <p>Pour ce qui concerne les produits de maintenance et d'entretien, ceux-ci ne sont pas repris dans l'ERP mais par une GMAO. Celle-ci comporte un état des stocks de produits, sous forme de tableur. Les FDS des produits sont directement associées au produit dans le tableur.</p> <p>Il n'y a qu'un seul site de stockage : atelier de maintenance.</p> <p>Pour ce qui concerne les déchets, l'exploitant les comptabilise annuellement sur un fichier excel. Les déchets sont stockés sur le site par type (DIB, DID, cartons-plastiques, bois, ferrailles) et sur des espaces ou équipements précisés sur le plan joint par l'exploitant.</p> <p>L'absence de connaissance des quantités de déchets présentes sur le site constitue une non conformité.</p>

<p>Concernant le contenu de l'état des stocks, la DREAL recommande à l'exploitant de mettre en place un état de stocks immédiatement disponible et exploitable par les autorités en cas d'accident</p> <p>Il a été rappelé à l'exploitant les éléments attendus pour un état des stocks (bonne pratique) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'ensemble des matières combustibles présentes sur site (y compris non dangereuses et non classées) doivent y figurer. Les encours de production (stockage correspondant à moins de deux jours de production) ne sont pas considérés comme stockage et ne sont pas à mentionner ; - l'identification des matières stockées doit mentionner les grandes familles de produits, matières ou déchets, en lien avec les rubriques ICPE ou une typologie de dangers ; - pour les matières dangereuses, doivent figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, - les quantités sont à exprimer en kg, en tonnes ou en m³ et non en unité de produit/récipient et par lieu de stockage (avec plan de situation) - une mise à jour à minima hebdomadaire est une bonne pratique. - cet inventaire « administratif » doit être recalé avec un inventaire physique. Un recalage annuel constitue une bonne pratique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : État des matières stockées – Fiches de données de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Fiches de données de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p>
<p>Constats : Les produits et matières dangereuses sont concentrés sur la partie maintenance et entretien.</p> <p>Les FDS des produits et matières dangereuses stockés sont accessibles par le logiciel de GMAO. Un sondage est réalisé par l'inspection et sans observation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des documents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'ERP et la GMAO sont accessibles sous serveur, en local et sur site externalisé. De manière générale, il manque un document présentant de manière synthétique et accessible l'état des stocks. Les tableurs issus de l'ERP sont exhaustifs mais ne sont pas immédiatement et facilement exploitables. Il manque un état des stocks synthétique présenté par grandes unités de stockages : <ul style="list-style-type: none">- matières premières (matière identifiée par silo et cuves)- emballages (type produits et nombre de palettes)- produits finis (type produits et nombre de palettes nombre de palettes)- maintenance- déchets- plan de localisation des unités de stockages- identification avec mention des dangers des unités de stockage des produits dangereux Une procédure de mise à jour et une fréquence de mise à jour est à mettre en place pour cet état de stock. Cet état des stocks et le plan associé doivent être accessibles , sous format papier à l'accueil du site et dématérialisé sous un serveur qui devra rester accessible en cas de coupure électrique du site. En conclusion, l'inspection considère que l'état des stocks présenté et constitué d'extractions de l'ERP, de la GMAO ne peut être considéré comme facilement accessible et qu'il ne peut être considéré comme tenu en permanence à disposition des autorités et des intervenants de secours. Ce point constitue une non conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois